



DIRECTION ASSAINISSEMENT,
EAUX PLUVIALES ET RIVIÈRES
70 RUE ANDRE MARIE AMPERE
26300 CHATUZANGE LE GOUBET

☎ : 04.75.75.41.50

✉ : instruction.assainissement@valenceromansagglo.fr

MAIRIE SERVICE URBANISME

26300 CHATUZANGE-LE-GOUBET

Commune : CHATUZANGE-LE-GOUBET
N° Dossier : PA0260882400002
Date de dépôt : 26/04/2024
Référence assainissement : Création d'un lotissement d'activités "ZAE des Seigneurs"
Point de service n°322400
Adresse : Rue DU 19 MARS 1962, 26300 CHATUZANGE-LE-GOUBET, FRANCE
N° Demandeur :
Demandeur : DROME ARDECHE IMMOBILIER
85 ALLEE DU MERLE, 26500 BOURG LES VALENCE

AVIS TECHNIQUE ASSAINISSEMENT / EAUX PLUVIALES

EU-0a_CU/PA/DP_2 : "Les projets de construction, à usage d'habitation, associés à cette demande d'urbanisme seront soumis à la participation pour le financement de l'assainissement collectif (PFAC) proportionnellement à la surface de plancher créée. Le tarif actuellement en vigueur est de 22 € / m².

Si votre demande est accordée, et que votre projet n'est pas réalisé sur un terrain déjà viabilisé, vous devrez également vous acquitter des frais relatifs à la réalisation ou à la modification du branchement au réseau public d'assainissement."

EU-1b : La séparation des réseaux «eaux pluviales» et «eaux usées» est obligatoire , dans l'emprise de l'unité foncière et pour chaque lot. Il convient de prévoir la création d'un tabouret de branchement indépendant pour chaque lot.

EU-4c : "Le maître d'ouvrage de l'opération d'aménagement remettra lorsque la réception des travaux sera prononcée, pour information à la Direction assainissement, eaux pluviales et rivières de la communauté d'agglomération :

- les plans de récolement des ouvrages d'assainissement créés (format informatique .DGN ou .DWG);
- les rapports des tests réalisés lors des opérations préalables à la réception (étanchéité, passage caméra, tests de compactage...)"

EU-4a : "Dans le cas où une cession des réseaux assainissement dans le domaine public est envisagée, ces derniers devront être conformes au cahier des prescriptions techniques « travaux d'assainissement sur le territoire de la communauté d'agglomération » (document disponible auprès de la Direction assainissement, eaux pluviales et rivières de la communauté d'agglomération Adresse postale : Adresse postale : 70 rue André-Marie Ampère 26300 CHATUZANGE-LE-GOUBET; Tel : 04.75.75.41.50; Courriel : assainissement@valenceromansagglo.fr).

L'implantation des réseaux sous les voiries ou les espaces communs doit être la priorité. Le transfert à la communauté d'agglomération des réseaux implantés dans les parcelles privées ne sera pas accepté.

Dans le cas d'implantation des réseaux à l'intérieur de parcelles privées, à titre indicatif, la communauté d'agglomération suggère de laisser un espace d'une largeur de 3m permettant l'accès des engins de chantier à la conduite pour effectuer son entretien et les opérations de réparation le cas échéant. Par ailleurs, il est conseillé de veiller à ce que toute construction soit implantée en retrait de la canalisation, ce retrait devra être suffisant pour garantir une zone non construite de 3 mètres autour de la canalisation."

EP-7 : "Le projet est soumis à DÉCLARATION en application des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement. En effet la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, est supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha et le rejet d'eaux pluviales est envisagé dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol.

Sans avoir obtenu les autorisations préalables des Administrations au regard du code de l'urbanisme ET du code de l'environnement le projet ne peut être engagé."

EP-1b : Les eaux pluviales provenant des aires de circulation et de stationnement doivent être gérées par infiltration sur la parcelle. Leur rejet est interdit sur le domaine public et dans le réseau d'assainissement. Les eaux de ruissellement doivent être prétraitées avant infiltration. Dans un objectif d'adaptation au changement climatique, il vivement recommandé de gérer ces eaux pluviales par l'intermédiaire d'aménagements végétalisés, à ciel ouvert, favorisant l'évapotranspiration et l'infiltration.

EP-1a : Les eaux pluviales de toitures doivent être gérées par infiltration sur la parcelle. Leur rejet est interdit sur le domaine public et dans le réseau d'assainissement.

La Direction Assainissement, Eaux Pluviales et Rivières émet un AVIS FAVORABLE AVEC RESERVES.

Les réserves sont les suivantes :

- Le projet de lotissement s'implante dans le système d'assainissement de Romans actuellement non conforme au titre de la Directive Eaux Résiduaire Urbaines. L'Agglo s'est engagée dans un programme de mise aux normes de ce système de collecte et de traitement opérationnel à l'horizon 2027. Le pétitionnaire est informé que la création de la zone d'activités au sein de ce système est subordonné à la réalisation des travaux de mises aux normes du système d'assainissement.

- Zone d'assainissement non Collectif : La communauté d'agglomération envisage de réaliser une extension du réseau d'assainissement afin de desservir le ténement ANCIENNE IMPASSE DU 19 MARS 1962, comme indiqué sur le plan des réseaux humides.

La mise en service de ce nouveau réseau est prévue au plus tard fin du troisième trimestre 2025.

Le raccordement des eaux usées sur le réseau public d'assainissement est obligatoire. La mise en place d'un dispositif individuel approprié (pompe de refoulement par exemple) pourra être nécessaire pour le raccordement au collecteur. IMPERATIF : Dès la validation du permis d'aménager et préalablement au début des travaux, faire une demande de branchement et /ou déversement auprès de la Direction assainissement, eaux pluviales et rivières de la Communauté d'Agglomération afin d'étudier la position du branchement (Adresse postale : Valence Romans Agglo, 1 place Jacques Brel, CS 30125, 26905 Valence Cedex 9; Tel : 04.75.75.41.50; Courriel : assainissement@valenceromansagglo.fr)

- Le service public d'assainissement devra valider les plans des réseaux EU et EP ainsi que tous les ouvrages de relevage, stockage ou infiltration avant tous travaux.

A savoir, en fonction des commerces et restaurants qui s'implanteront dans la zone d'activités:

DANS LE CAS DE PRESSING : Aucun solvant ne doit être rejeté dans le réseau public d'assainissement. L'établissement devra tenir à la disposition de la Direction assainissement, eaux pluviales et rivières les justificatifs attestant de l'élimination des déchets.

DANS LE CAS DE BOUCHERIE, CHARCUTERIE : En amont du rejet au réseau public d'assainissement, installer un bac à graisse ainsi qu'un regard de contrôle.

DANS LE CAS DE POISSONNERIE : En amont du rejet au réseau public d'assainissement, installer un bac à graisse ainsi qu'un regard de contrôle, un panier dégrilleur pour les siphons de sol et prévoir un point de rejet des glaces (tampon avant rejet au réseau d'assainissement).

DANS LE CAS DE RESTAURANT / FAST FOOD / CANTINE :

Le déversement de graisses dans le réseau d'assainissement collectif est formellement interdit. La mise en place d'un dispositif de prétraitement (bac à graisses) est obligatoire sur l'unité foncière. Le dispositif de prétraitement devra être correctement dimensionné

et entretenu dès que nécessaire et à minima à la fréquence préconisée par le fournisseur. L'établissement devra tenir à la disposition de la Direction assainissement, eaux pluviales et rivières les justificatifs attestant de l'entretien et de l'élimination des déchets issus des dispositifs de prétraitement.

Le déversement d'huile alimentaire dans le réseau d'assainissement collectif ou dans les dispositifs de prétraitement est formellement interdit. Les producteurs ou détenteurs d'une quantité importante de déchets d'huiles alimentaires sont tenus d'en assurer le tri à la source en vue de leur valorisation. L'établissement devra tenir à la disposition de la Direction assainissement, eaux pluviales et rivières, les justificatifs attestant de la valorisation des huiles alimentaires.

Le regard dit de contrôle doit être :

- Placé au plus près de la limite public/privé, dans le domaine privé ;
- Situé en aval du ou des éventuels prétraitements et en amont de la connexion avec le réseau d'eaux usées domestiques ;
- Placé en-dehors des bâtiments et hors voiries et zones de circulation ;
- Visible et facilement accessible et permettant des interventions en toute sécurité;
- Aménagé pour l'installation et l'utilisation d'un débitmètre et d'un préleveur (bilan 24h).

Exclusivement destiné à permettre le contrôle de la qualité des effluents (prélèvements et mesures), ce regard ne doit en aucun cas être considéré comme une installation de prétraitement.

Si l'entreprise qui s'installe est susceptible de rejeter des effluents NON DOMESTIQUES, elle devra obligatoirement prendre contact avec l'Unité rejet non domestiques et toxiques de la Direction Assainissement, Eaux pluviales et Rivières qui étudiera l'acceptabilité du rejet des effluents non domestiques au réseau public de collecte. La mise en place d'ouvrages supplémentaires pourra être nécessaire.

Fait à Chatuzange le Goubet, le 27/05/2024
Identification du prescripteur : Madame Fanny Beucher